

## Les enjeux du chaos libyen

Par **Archibald Gallet**

**Archibald Gallet** a été conseiller politique pour l'Union européenne en Libye jusqu'en juillet 2014. Anthropologue de formation, il a auparavant travaillé pour l'UE et l'OTAN sur la gouvernance locale et la réforme des systèmes de sécurité, en Afghanistan et au Yémen. Les idées exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur.

Clivages géographiques, ethniques, économiques, religieux, dessinent une Libye en plein chaos, disputée par deux gouvernements soutenus par des milices en compétition pour la manne pétrolière. L'installation du djihadisme, le développement de contrebandes multiples, l'exploitation des flux migratoires, sont autant de facteurs qui imposent le désordre libyen comme un enjeu régional décisif. Si les dirigeants politiques libyens semblent s'accommoder de cet état de fait, les États européens sont ici en première ligne.

**politique** étrangère

Depuis la révolution de 2011, la Libye s'enfonce dans une spirale destructrice ayant des conséquences en Afrique du Nord, dans le Sahel et toute la Méditerranée. Le conflit a fait près de 30 000 victimes<sup>1</sup>, et depuis le début de l'année 2015, le pays se constitue en base régionale du djihadisme. La production et l'exportation du pétrole, qui représente la quasi-totalité des exportations libyennes, ont chuté de plus de 80 % par rapport aux niveaux d'avant guerre. Les déplacés et réfugiés se multiplient, à l'intérieur du pays<sup>2</sup> et dans les pays voisins, et l'absence d'État offre un terrain privilégié à des organisations criminelles, qui contrôlent parfois des portions entières de territoire et se livrent au trafic de drogue, d'armes et de migrants – dont le nombre est en constante augmentation.

La complexité de la guerre actuelle vient du fait que la Libye doit faire face en réalité à une superposition de conflits. À l'échelle nationale, la confrontation entre anciennes et nouvelles élites recoupe partiellement un clivage entre islamistes et sécularistes, mais trouve d'abord ses racines dans la concurrence économique entre les différentes villes du littoral.

---

1. Source: Libya Body Count.

2. Près de 287 000 en octobre 2014 (Agence des Nations unies pour les réfugiés).

Depuis la révolution, cette rivalité a revêtu la forme d'une hostilité croissante entre les cadres issus de l'ancien régime et les révolutionnaires, prenant dès 2013 des allures de lutte armée.

Au niveau international, la Libye constitue désormais un front opposant le djihadisme international aux puissances séculières de la région. L'État islamique (EI) a signé par le sang sa présence en Libye et en Tunisie, revendiquant une série d'attaques et d'exécutions suivant le mode opératoire de son pendant irakien. L'Égypte et les Émirats interviennent directement dans le conflit aux côtés du gouvernement de Tobrouk, tandis que le Qatar et le Soudan soutiennent certaines milices islamistes en Cyrénaïque. Le sud du pays, qui jouit d'une autonomie de fait, est devenu le refuge de bandes armées de toutes origines ayant pris part aux différents conflits régionaux.

## La guerre civile

### *Les appartenances multiples*

La Libye est un très vaste<sup>3</sup> pays, fait d'une étroite plaine côtière butant sur des chaînes de montagnes et des plateaux steppiques, pour ensuite s'ouvrir sur le Sahara. Sur le littoral se situe la frontière naturelle est-ouest entre Maghreb et Machrek, tandis que la frontière entre Sahel et Méditerranée se dessine dans le désert saharien.

Sur ces clivages géographiques, le régime de Kadhafi s'est maintenu 42 ans au pouvoir par une redistribution clientéliste de la rente pétrolière, empêchant volontairement l'émergence d'institutions représentatives locales. Outre la multitude de disputes liées aux abus de pouvoir et aux pratiques manipulatoires de l'ancien régime, la Libye post-révolutionnaire demeure confrontée aux dilemmes identitaires qui existaient déjà au moment de son indépendance en 1953. Les questions de partage du pouvoir entre les différentes villes et le désert, des droits des minorités, des modalités de redistribution des richesses naturelles du pays, sont remises en jeu et débattues par une multitude d'acteurs n'hésitant pas à avoir recours à la force armée.

Les villes libyennes de la côte, qui par leur place centrale en Méditerranée partagent l'histoire politique de l'Europe et du Proche-Orient, se sont dès la révolution constituées en autorités civilo-militaires autonomes. Dans un contexte d'ouverture brutale du spectre politique, et dans la perspective d'un développement rapide appuyé sur le commerce méditerranéen, le

---

3. Près de 1 760 000 km<sup>2</sup>.

débat institutionnel a rapidement reflété une concurrence économique exacerbée. Les intérêts matériels des différentes villes ont ainsi été la principale explication de leur positionnement politique national. En particulier, le débat sur la nature fédérale du futur État libyen – selon une partition Tripolitaine-Cyrénaïque-Fezzan qui fait référence à un supposé âge d’or du Royaume libyen – a servi d’alibi à des acteurs politiques visant à mettre la main sur les richesses pétrolières du golfe de Syrte, ou à légitimer des visées irrédentistes sur le désert saharien. Actuellement encore, le comportement des multiples milices de la côte libyenne s’explique plus par intérêt pour leur ville d’origine que par des alignements idéologiques.

La Libye saharienne est historiquement le lieu du conflit entre tribus arabes et ethnies du désert, Toubous et Touaregs. Les tribus arabes du centre et du sud-ouest libyen constituaient le cœur de l’assise politique du pouvoir de Khadafi<sup>4</sup>, et étaient recrutées en priorité au sein des forces de sécurité. Par ce biais, le régime gardait la haute main sur le trafic avec les pays limitrophes : importation de cigarettes et d’alcool, exportation de pétrole et autres produits subventionnés. Au-delà, les Touaregs et les Toubous étaient les principales victimes des errements de la politique panafricaine du régime<sup>5</sup>. Leur recrutement comme supplétifs lors des conflits du Guide avec ses voisins était basé sur un usage manipulateur de l’accès à la nationalité libyenne. Durant plusieurs générations, Khadafi accorda la nationalité à des groupes de mercenaires issus de ces deux ethnies au gré de ses besoins géopolitiques, pour ensuite revenir sur ses décisions. En conséquence, à ce jour, plusieurs milliers de Toubous et de Touaregs de Libye sont apatrides. En août 2013, la Commission de réforme de la nationalité a déclaré illégal le statut de près d’un million de personnes, récoltant en retour une déclaration d’autonomie du Fezzan et une démonstration de force de groupes armés. Moins nombreux, les groupes berbérophones ont payé différemment leur soutien supposé au régime précédent quand les milices de Misrata les chassèrent de la ville de Tawergha<sup>6</sup>.

## Arabes, Touaregs, Toubous...

Enfin, l’islamisme radical a une histoire longue en Libye, en dépit de la brutale répression dont il a fait l’objet. Revenant d’exil ou sortant de la clandestinité, les anciens du Groupe islamique combattant libyen (GICL) ont investi le champ politique post-révolutionnaire, certains s’essayant à la politique légale tandis que d’autres prenaient le contrôle de milices dans

4. Les Abu Suleiman, Warfallah et Khadafah ont fourni leurs hommes aux unités militaires stationnées dans le sud, et d’abord à la 32<sup>e</sup> brigade du fils de Khadafi, Khamis.

5. W. Lacher, « Libya’s Fractious South and Regional Instability », *Small Arms Survey*, février 2014.

6. « Libya: Displaced people from Tawergha Barred from Return », *Human Rights Watch*, juin 2013.

leurs villes d'origine. Dès 2012, l'islamisme radical a envahi le discours politique, créant un climat social tendu, tandis que de jeunes miliciens se comportaient en gardiens de la vertu en de multiples *check points*. Si les islamistes historiques sont aujourd'hui marginalisés par l'EI, dépassés par une nouvelle génération plus radicale, leur discours a constitué la matrice du djihadisme libyen post-révolutionnaire.

### *Les deux gouvernements*

La Libye de 2015 est sous le contrôle théorique de deux gouvernements concurrents. À l'est du pays, le gouvernement de Tobrouk est issu des élections de la Chambre des Représentants (CDR) de 2014, et demeure la seule autorité reconnue par la communauté internationale. À Tripoli, siège un gouvernement soutenu par les islamistes les plus radicaux de la précédente législature, le Congrès général national (CGN).

Au-delà du rattachement proclamé à l'une ou à l'autre des parties qui se confrontent actuellement dans le monde arabe – islamistes ou sécularistes –, les deux autorités exercent leur pouvoir de manière similaire. Toutes deux se parent de la légitimité des urnes, mais sont en réalité peu représentatives<sup>7</sup>. Aucun de ces gouvernements n'a le contrôle effectif d'une portion continue de territoire, aucun ne dispose d'une administration fiable. Ils sont soutenus par des forces militaires hétérogènes, mues davantage par des intérêts particuliers que par des affinités idéologiques. En leur sein officient un certain nombre d'hommes forts, qui ont également contribué à l'escalade du conflit en prenant sous leur autorité directe des groupes armés pour faire pression sur le personnel politique. Aujourd'hui, les milices affiliées aux deux camps se livrent à des exactions parallèles, recourent aux assassinats politiques, et versent dans la criminalité.

Après de nombreux conflits internes, le gouvernement de Tobrouk a accepté de faire de Khalifa Haftar son chef d'état-major. Homme de l'ancien régime, le général Haftar a participé au putsch qui a amené Khadafi au pouvoir en 1969, et a connu une défaite légendaire dans la bande d'Aouzou en 1987. Fait prisonnier par l'armée tchadienne, banni, puis trouvant refuge aux États-Unis, il a un temps fréquenté l'opposition en exil, avant de revenir en Libye en 2011, où il devint le chef d'état-major adjoint. Face à la dégradation de la situation sécuritaire à Benghazi, Haftar a réactivé ses réseaux d'officiers supérieurs et, inspiré par l'exemple égyptien, a déclenché en mai 2014 l'opération « Dignité ».

---

7. Le taux de participation aux élections de 2014 a été de 18 %, contre 60 % du corps électoral en 2012. Le gouvernement de Tripoli n'est toutefois soutenu que par quelques députés de la première assemblée.

Si le ralliement de l'Armée de l'air à cette opération a suscité quelque espoir chez une classe moyenne victime de la dégradation sécuritaire, les bombardements répétés du général Haftar, notamment à Benghazi, ont eu un résultat incertain sur le terrain. Le ralliement de miliciens peu recommandables, puis la négociation d'une campagne de bombardement égypto-émiratien sur les positions islamistes à Benghazi et à Derna<sup>8</sup>, ont achevé de semer le doute sur l'agenda d'Haftar. Beaucoup craignent désormais le retour à un régime autoritaire s'il en venait à gouverner le pays.

À Tripoli, le gouvernement d'Al-Hassi et son pendant militaire, la coalition Aube, reposent sur des milices peu disciplinées ayant surtout en commun une vision révolutionnaire exaltée. En position de force après l'élection du CGN, le parti Justice et Construction – les Frères musulmans libyens – n'a pas été en mesure de maîtriser sa frange radicale, qui voyait dans la normalisation de la situation politique une trahison des idéaux révolutionnaires. À la mi-2013, de l'intransigeance des membres salafistes les plus actifs au CGN – le groupe parlementaire «Sang des martyrs»<sup>9</sup> – est née la Loi d'isolation politique, interdisant à tout officiel lié à l'ancien régime d'exercer des responsabilités politiques ou administratives. Dans les faits, appliquée par des miliciens de Tripoli aussi inégalement que violemment, cette loi a eu des effets désastreux sur la politique libyenne, poussant notamment à la démission le président du CGN. Son remplaçant, Nouri Abu Sahmain, a concrétisé la transformation de l'Assemblée constituante en chambre révolutionnaire en s'arrogeant des pouvoirs militaires<sup>10</sup>.

Avant tout unie par une hostilité aux milices de la ville de Zintan qui leur faisaient concurrence à Tripoli, la coalition Aube a perdu de sa cohérence après le retrait de ses adversaires dans les montagnes du sud. Les brigades de la capitale s'affichent aujourd'hui dans un rôle de «protection» des quartiers, versant à différents degrés dans la criminalité. Certaines des milices les plus importantes se déclarent ouvertement salafistes, et auraient poussé le gouvernement à entreprendre des négociations avec Ansar Al-Sharia (AAS) fin 2014. La présence confirmée de l'EI à Tripoli depuis l'attentat de l'hôtel Corinthia début 2015, montre que l'organisation a su profiter du vaste réservoir potentiel de recrues de la capitale<sup>11</sup>.

8. F. Wehrey, «Is Libya a proxy war?», *The Washington Post*, 24 octobre 2014.

9. Ce groupe dispose de relais au sein du ministère de la Défense – dont le ministre adjoint Khaled Sharif. Ses principaux membres sont Abdul Wahab Al-Qayed, frère d'Abu Yahya Al-Libi, et certains révolutionnaires radicaux, tel Salaheddin Badi, chef de brigade à Misrata pendant la guerre civile.

10. En juillet 2013, Abu Sahmain a pris sous son autorité une coalition de milices de Tripoli, la Libyan Revolutionary Operations Room (LROR). La première action d'éclat de ce groupe fut l'enlèvement d'Ali Zeidan en octobre 2013.

11. La principale initiative de désarmement à Tripoli a recensé près de 30 000 miliciens en 2012.

Toutefois, les brigades de Misrata, qui constituaient le gros des forces militaires de la coalition Aube, ont repris leur autonomie par rapport au gouvernement de Tripoli, s'opposant les premières aux milices de l'EI dans le golfe de Syrte.

### *La compétition pour les ressources*

En juillet 2014, le facteur déclencheur de la guerre a été la bataille pour l'aéroport international de Tripoli, suivie d'une guerre de mouvement pour le contrôle des infrastructures pétrolières et des voies de communication. Début 2015, les affrontements sont toujours en cours dans l'ouest libyen pour le contrôle de terrains d'aviation d'où pourrait partir une attaque aérienne sur la capitale.

À la frontière entre Cyrénaïque et Tripolitaine, le golfe de Syrte comprend les principaux ports et raffineries du pays, ainsi que plusieurs champs pétroliers dans un rayon de 200 km à l'intérieur des côtes. Dès la mi-2013, un commandant d'Ajdabiya, Ibrahim Jadhran, a montré son appétit pour les ressources pétrolières en occupant les terminaux de Ras

### **Le glissement progressif vers l'État islamique**

Lanuf et Zuwaytina, puis en cherchant à vendre du pétrole de contrebande à un navire nord-coréen. Plus tard rallié à Khalifa Haftar et au gouvernement de Tobrouk<sup>12</sup>, il a combattu les forces de la coalition Aube en provenance de Misrata qui tentaient de progresser depuis l'ouest. L'apparition de l'État islamique dans la ville de Syrte, puis son expansion rapide jusqu'au champ de Mabrouk à 100 km au sud du littoral, a été l'occasion d'un spectaculaire revirement d'alliance. Les milices de Misrata combattent désormais l'EI, tandis que Jadhran semble évaluer l'opportunité politique de combattre aux côtés de ses anciens adversaires.

Le sud-est du pays présente également plusieurs intérêts stratégiques, tout aussi âprement disputés. Le contrôle des revenus liés à la protection des installations d'extraction pétrolière autour des champs de Sharara et de Fil a donné lieu, dès 2013, à de constantes frictions entre milices de Zintan et Touaregs. Parallèlement au pipeline qui relie les champs pétroliers du sud-ouest à la capitale, coule la Great Man Made River<sup>13</sup> à travers les montagnes du Jebel Nafusa, fief de Zintan dont les milices se sont retirées de Tripoli. Les Zintanis ont à plusieurs reprises menacé d'assécher le littoral, sans mettre à ce jour leur menace à exécution.

12. U. Laessing, « Struggle over Libya's oil risks breaking up country: rival PM », Reuters, 28 novembre 2014.

13. Canal souterrain qui, depuis 1997, irrigue la côte libyenne d'eaux fossiles pompées dans les nappes sahariennes.

Enfin, la concurrence entre réseaux de trafiquants toubous et Abu Suleiman, empruntant le corridor saharien à destination du Niger a, dès 2012, dégénéré en affrontements armés dans la capitale du Fezzan, Sebha. En 2014, l'envoi d'une force d'interposition de Misrata a encore envenimé la situation, tandis que les autorités de la ville clamaient leur ambition de contrôler le tronçon de trafic depuis le Fezzan jusqu'à la Méditerranée.

## Le danger régional

### *Le djihadisme*

En juillet 2011, l'assassinat à Benghazi d'Abdul Fattah Youness, chef d'état-major des forces révolutionnaires libyennes, a constitué le premier acte de vengeance contre les militaires de l'ancien régime qui avaient dans les années 1990 réprimé des cellules affiliées au Groupe islamique combattant libyen (GICL) dans le Jebel Akhdar<sup>14</sup>. Cet assassinat a inauguré dans la ville un cycle de violences qui fit près de 50 victimes en un an, touchant d'abord les membres des anciennes forces de sécurité, puis s'étendant aux acteurs de la société civile<sup>15</sup>.

En 2012, la destruction d'un mausolée dans la capitale signalait la pénétration d'idées salafistes en Tripolitaine. À la mi-2012, Ansar Al-Sharia (AAS) en Libye officialisa sa présence par une parade de près de 200 véhicules à Benghazi, avant de s'implanter plus à l'est dans le port de Derna. Le label Ansar Al-Sharia, qui serait une émanation d'Al-Qaïda<sup>16</sup>, était apparu en Tunisie en avril 2011, puis au Yémen et dans d'autres pays du Sahel. En Cyrénaïque, l'organisation semblait dirigée par des anciens du GICL qui avaient subi la répression ou fréquenté les camps d'Al-Qaïda en Afghanistan.

En septembre 2012, l'attaque du consulat américain de Benghazi par des miliciens affiliés à AAS, qui a fait quatre victimes dont l'ambassadeur américain Christopher Stevens, montrait que l'organisation maintenait un agenda anti-occidental. Redevenue clandestine dans les mois suivant l'attaque du consulat, l'organisation réapparut en Cyrénaïque en 2013, se démarquant alors des autres milices par un effort de communication, et mettant l'accent sur l'exigence de son recrutement et l'aspect caritatif de son action. En réalité, AAS se composait de milices révolutionnaires ralliées, qui participaient aux exactions contre les responsables de l'ancien régime.

14. J.L. Anderson, « Killing Abdul Fattah Youness », *The New Yorker*, 30 juillet 2011.

15. « Libye, vagues d'assassinats politiques », Human Rights Watch, 12 août 2013.

16. A. Rodier, « Ansar Al-Sharia, un faux nez pour Al-Qaïda ? », Centre français de recherche sur le renseignement (Cf2R), 6 octobre 2012.



Au même moment, la présence des islamistes historiques libyens<sup>17</sup> au sein des instances dirigeantes d'AAS poussait l'organisation à une certaine connivence vis-à-vis de tels règlements de compte; à la méfiance vis-à-vis de la nouvelle génération de retour de Syrie et d'Irak, accoutumée à des niveaux de violence peu pratiqués par leurs aînés; et à une certaine tentation de rejoindre la politique légale<sup>18</sup>. Dès son apparition officielle, AAS apparut tiraillée entre l'idée d'obtenir une certaine respectabilité et la volonté de s'afficher comme l'étendard libyen du djihad mondial. L'organisation s'est certes constituée en *hub* logistique du djihadisme régional, procurant armements, entraînement et soins aux blessés pour près de 200 personnes<sup>19</sup>, mais elle semble avoir refusé à plusieurs reprises d'effectuer des attaques visant des civils.

En 2014, Ansar Al-Sharia a progressivement perdu du terrain face au discours de l'État islamique et ses succès au Moyen-Orient. Elle a alors recruté tous azimuts, abandonnant ses préceptes élitistes. En septembre, la mort du leader du groupe, Zahawi, tué dans des circonstances obscures, illustra la défaite d'AAS par rapport à l'EI. Un lieutenant d'Al-Baghdadi, Abu Nabil Al-Anbari, fut alors envoyé par ce premier pour diriger les combattants de Derna<sup>20</sup> qui ont, fin 2014, annoncé leur allégeance.

En janvier 2015, l'EI revendique sa première action en Libye après l'attaque de l'hôtel Corinthia de Tripoli. En février, l'organisation rend public un film montrant l'exécution de 21 Coptes égyptiens, dûment mise en scène selon le rituel djihadiste moyen-oriental. En mars, l'EI édifie des barrages pour contrôler l'entrée de la ville de Syrte, puis mène des raids plus au sud et à l'ouest contre des infrastructures pétrolières et des positions de la coalition Aube.

Par ses méthodes, ses objectifs et sa communication, l'EI exerce la même fascination qu'en Irak sur les jeunes miliciens. L'organisation a un agenda régional, comme en témoigne l'attaque du musée du Bardo de Tunis le 18 mars 2015, à mettre en parallèle avec l'enlèvement de diplomates tunisiens à Tripoli en 2014, et l'attaque suicide menée par un djihadiste

---

17. Notamment Zahawi, ancien détenu islamiste de la prison d'Abu Slim et proche de Ben Laden, émir d'Ansar Al-Sharia à Derna jusque fin 2014.

18. Notamment chez Abdelhakim Belhaj, fondateur du GICL ayant combattu en Afghanistan et en Irak, puis candidat malheureux aux premières élections libyennes, qui a donné une série de conférences en France en 2014.

19. Déclaration du général David Rodriguez, Africom, 4 décembre 2012.

20. B. Faucon, M. Bradley, «Islamic State Gained Strength in Libya by Co-Opting Local Jihadists», *The Wall Street Journal*, 17 février 2015.



tunisien à Benghazi en mars 2015. L'État islamique peut compter sur un potentiel de vétérans du théâtre moyen-oriental qui, en Libye et en Tunisie, représentaient près de 3 500 personnes en 2014<sup>21</sup>. L'organisation compterait actuellement entre 1 000 et 3 000 combattants, selon un rapport du département d'État américain<sup>22</sup>.

Dans le Sahara libyen, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et Al-Mourabitoune, sous la direction charismatique de Mokhtar Belmokhtar, semblent pour l'heure résister à la poussée de l'EI. Les deux organisations disposent d'un trésor de guerre, produit des enlèvements et de la participation à divers trafics, et jouissent d'une légitimité historique propre, tirée de leur participation aux conflits affectant la région depuis près de 20 ans. Leur héritage du conflit algérien, du premier conflit libyen, de la guerre au Mali, a façonné leur idéologie à divers degrés, notamment en la mêlant d'indépendantisme touareg.

Mokhtar Belmokhtar a profité de la révolution libyenne pour s'implanter dans le sud libyen, en ralliant à sa cause certaines brigades locales<sup>23</sup>, puis en organisant l'attaque de la raffinerie d'In Amenas en janvier 2013. Ayant également prêté allégeance à Al-Qaïda, Belmokhtar entretenait des liens avec Ansar Al-Sharia. Actuellement sous pression du fait de l'opération Barkhane, les djihadistes sahariens se livrent au djihad appuyés par le trafic de substances illicites, et participeraient aux combats dans la région d'Obari sous le nom d'Ansar Al-Haqq.

Les rumeurs d'une prochaine allégeance d'AAS à l'EI, ainsi que la publicité faite autour de son organisation en trois régions, montrent que l'État islamique compte s'implanter dans le Fezzan et s'attribuer le monopole du djihad libyen. La récente allégeance du leader de Boko Haram à l'EI accroît encore la pression sur les djihadistes sahariens, l'organisation étant désormais en mesure de s'établir sur un territoire reliant la Méditerranée à l'Afrique noire.

### *La contrebande*

Le couloir de communication entre Méditerranée et Sahel *via* le sud libyen est une route de commerce séculaire qui assure la prospérité du Fezzan depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. À l'instar des autres aspects de la vie quotidienne locale, les règles du commerce y sont régies par les liens familiaux.

21. G. Thorp, J. Tate, S. Sharma, International Center for the Study of Radicalisation and Political Violence, in « Foreign Fighters flow to Syria », *Washington Post*, octobre 2014.

22. M. Hosenball, « U.S. fears Islamic State is making serious inroads in Libya », Reuters, 20 mars 2015.

23. La brigade 315 de Sheikh Ahmed Omar Al-Ansari.

Les clans affiliés se partagent les itinéraires à travers les frontières des pays du Sahel. Dans un contexte où la légalité du commerce est une donnée relative – puisque liée à l’incapacité des États à contrôler leurs frontières –, les règles de l’interdit sont liées à la loi islamique, qui arbitre entre commerces licites et illicites<sup>24</sup>.

Dans les années 1970, le commerce de pétrole et de biens subventionnés d’Algérie et de Libye a remplacé les commerces traditionnels. Dans les années 1990, la guerre civile algérienne et la réforme du système de subventions dans les économies du Maghreb ont favorisé le développement du trafic d’armes, de drogue et de cigarettes.

Le développement des routes sahariennes de stupéfiants a d’abord concerné le haschisch en provenance des plateaux marocains *via* la Mauritanie. À compter de 2005, les réseaux d’Afrique de l’Ouest se sont développés avec la collaboration des cartels pour le transport de cocaïne, puis à partir de 2009, pour l’héroïne afghane<sup>25</sup>. La détérioration de la situation malienne a permis aux transporteurs touaregs et arabes d’utiliser les routes depuis le nord du Mali à travers le Niger et le Tchad.

Le degré de collusion entre djihadisme saharien et réseaux de narcotraffic est difficile à établir, mais il apparaît que les djihadistes préfèrent protéger le trafic de stupéfiants plutôt que de s’y livrer eux-mêmes. Si les préceptes de la loi coranique et de la charia sont sans appel sur la consommation de drogues, ils sont plus flous sur son commerce, permettant aux djihadistes de justifier théologiquement leurs prises de participation.

Ainsi, en 2010, AQMI a d’abord pris langue avec des trafiquants sud-américains en Guinée-Bissau, puis a développé des contacts avec plusieurs réseaux régionaux<sup>26</sup>. En 2013, le ralliement du Mouvement pour l’unité du djihad en Afrique de l’Ouest, notoirement connu pour son implication dans le narcotraffic, à Mokhtar Belmokhtar – lui-même surnommé depuis les années 1990 «M. Malboro» – présume d’une implication nouvelle des Mourabitounes dans ce domaine<sup>27</sup>. Si les deux groupes tirent l’essentiel de leurs revenus des prises d’otages, le trafic de drogue offre désormais une autre source de financement, moins lucrative mais aussi moins aléatoire.

---

24. Ce débat a été initié au xviii<sup>e</sup> siècle au sujet du commerce des esclaves.

25. S. Westall, «Africa reemerging as heroin trafficking hub: U.N.», Reuters, 30 juillet 2011.

26. F. Pathé Duarte, «Maghrebien Militant Maneuvers: AQIM as a Strategic Challenge», Centre for Strategic and International Studies, 28 septembre 2011.

27. «Traffickers and Terrorists: Drugs and Violent Jihad in Mali and the Wider Sahel», UK Foreign and Commonwealth Office, octobre 2013.

Les données manquent pour mesurer l'ampleur du développement de l'itinéraire libyen d'acheminement de stupéfiants. Plusieurs indices témoignent néanmoins de son existence, comme les combats entre deux milices dans le port de Benghazi, en juin 2014, autour d'un navire contenant sept tonnes de haschisch. Depuis la révolution, la consommation de drogue s'est répandue parmi les jeunes Libyens, ouvrant notamment un marché pour les médicaments de contrebande, vrais ou faux, utilisés comme psychotropes<sup>28</sup>.

### *L'explosion du trafic de migrants*

Jusqu'au début de la guerre civile, la Libye attirait des migrants du monde entier pour ses perspectives d'emploi. L'absence d'une politique de visas rendait leur statut précaire, et favorisait la pratique du séjour saisonnier illégal pour les populations des pays sahariens. Ces migrations s'inscrivaient dans le paysage économique régional, poussant des populations affectées par les autres conflits africains, ou par la crise économique, à chercher meilleure fortune dans les pays voisins.

Pour entrer en Libye, la route de l'est est constituée d'un faisceau d'itinéraires en provenance d'Érythrée et de Somalie, à travers Éthiopie et Soudan – périlleux voyage pouvant souvent prendre plusieurs mois. En 2013, cette route était la plus empruntée par les migrants illégaux, à hauteur de près de 10 000 personnes par mois, acheminées par des réseaux de passeurs toubous depuis les camps de réfugiés du nord du Soudan. Ce voyage prend une dizaine de jours à travers le désert jusqu'à la frontière, puis les migrants rejoignent clandestinement la côte de Cyrénaïque en évitant la ville de Koufra, théâtre d'affrontements entre les milices touboues et la tribu arabe des Zwaï<sup>29</sup>.

À la différence des migrants qui traversent la Corne de l'Afrique, la première partie du trajet des ressortissants de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est relativement aisée, cette organisation garantissant depuis 1975 la libre circulation des ressortissants des 15 États d'Afrique de l'Ouest. Le migrant ne devient clandestin que lorsqu'au nord du Niger, après Agadez et Dirkou, il rejoint les réseaux de passeurs à destination de Sebha, puis de la Tripolitaine<sup>30</sup>, à travers près de 2 000 kilomètres de Sahara.

---

28. Notamment le Tramadol, puissant antalgique.

29. « Mixed Migration: Libya at the Crossroads », Altai Consulting, novembre 2013.

30. En 2013, il était estimé que jusqu'à 8 000 personnes par mois empruntaient cet itinéraire.

## L'exploitation raisonnée des migrants

Durant son voyage, le migrant devient ainsi tôt ou tard illégal, et sa situation se fragilise du fait de la mise en place d'un système de courtage des personnes en fonction du profit qu'elles peuvent générer. Les migrants sont revendus d'un trafiquant à un autre, ce qui augmente exponentiellement le coût de leur voyage. Rapidement à court d'argent, ils sont alors retenus le temps que leurs familles règlent leurs dettes.

En l'absence de représentations consulaires sur le territoire libyen, les migrants sont à la merci de leurs passeurs, et traités dans des conditions effroyables.

Le passage de la Méditerranée vers l'Europe constitue le trajet le plus onéreux et le plus dangereux, et se tente depuis la côte de Tripolitaine, la plus proche de Malte et de Lampedusa. Pour plusieurs milliers d'euros, les migrants s'entassent dans des embarcations de fortune dans les ports de Zawiya, Tripoli et Misrata; puis ils sont abandonnés en mer, éventuellement pendant plusieurs jours, à proximité des eaux territoriales européennes, pour profiter de l'obligation de secours maritime. En 2014, ces tentatives qui ont fait plus de 3 000 victimes<sup>31</sup> ont enflammé l'opinion européenne.

## Perspectives

En dépit d'un coût humain sans cesse plus lourd, et de la présence désormais avérée d'une organisation terroriste transnationale, la classe politique libyenne reste particulièrement divisée. Les milices, qui constituent les forces militaires en présence, restent insensibles à l'intense ballet diplomatique entrepris par les Nations unies et l'Union européenne visant à former un gouvernement d'union nationale capable d'affronter les djihadistes. Pis, certains responsables semblent s'accommoder de la situation actuelle, espérant certainement pouvoir instrumentaliser l'État islamique dans les multiples conflits internes libyens. L'expérience d'autres théâtres démontre pourtant la dangerosité à moyen terme de l'enracinement de telles organisations sur un territoire. Le conflit ne peut donc que perdurer dans les mois à venir, jusqu'à atteindre un état d'autosuffisance garanti par une économie de guerre stable, dans laquelle les différents acteurs régionaux se livreront une guerre par procuration.

Du fait de la dégradation de la situation sécuritaire, les ambassades et organisations internationales opèrent depuis la Tunisie, et les multiples coopérations techniques bilatérales signées dans l'euphorie post-révolutionnaire avec les pays occidentaux sont à l'arrêt. La menace djihadiste sahélienne est

---

31. Source: Libya Body Count.

désormais du ressort de l'opération Barkhane de l'armée française, qui a déployé près de 3 000 hommes, en partenariat avec cinq pays de la zone sahélo-saharienne. La question de son extension en Libye a été soulevée en septembre 2014, sans suite à ce jour. En février 2015, le gouvernement italien a appelé à une intervention plus large sous mandat des Nations unies, idée reçue fraîchement par les partenaires internationaux.

Il apparaît que les différentes menaces représentées par le chaos libyen appellent des réponses spécifiques, s'adressant à l'ensemble de la sous-région, de la part des États européens. La menace djihadiste demeure du ressort des services spécialisés, et toute présence militaire étrangère, au-delà de l'action opérationnelle, doit s'accompagner de programmes de réforme des systèmes de sécurité dans les pays concernés. De même, les problèmes migratoires ne peuvent être seulement traités par la mise en place de forces navales en Méditerranée ; ils doivent relever d'un travail de long terme sur les populations des pays d'origine : résolution des crises et création d'opportunités économiques.

En Libye même, une intervention au sol aurait vraisemblablement un effet désastreux, constituant un nouveau front du djihad mondial au sud de la Méditerranée. Les exemples de l'Irak et de l'Afghanistan, où les armées occidentales parties combattre le terrorisme se sont retrouvées piégées par les réalités politiques locales, doit nécessairement inciter à privilégier la diplomatie sur l'action militaire. En cela, il importe aussi de ne pas réduire le discours sur la situation politique libyenne à la dialectique de ceux qui, par leur pouvoir de nuisance, ont confisqué le printemps arabe et martyrisent les populations civiles.



---

### Mots clés

Libye  
Djihadisme  
Contrebandes  
Migrations